

La Résistance
et les Européens du Sud

Collection Chemins de la mémoire

Dernières parutions

- Christine POLETTI, *Art et pouvoir à l'âge baroque.*
- Jean VERLHAC, *La formation de l'unité socialiste (1893-1905).*
- M.-Th. ALLEMAND-GAY et J. COUDERT, *Un magistrat lorrain au XVIIIe siècle. Le Premier Président de Cœurderoy (1783-1800) et son diaire.*
- M. GALOPIN, *Les expositions internationales au XXe siècle et le bureau international des expositions.*
- COMTE ERNEST DE MUNNICH, *Mémoires sur la Russie de Pierre le Grand à Elisabeth Ire (1720-1742).* Traduit et annoté par F. Ley.
- Bernard ALIS, *Les Thiard, guerriers et beaux esprits.*
- Léon SCHIRMANN, *L'affaire du "dimanche sanglant d'Altona" ,1932-1997. Autopsie d'un crime judiciaire organisé par les magistrats.*
- Yveline RIOTTOT, Joaquin MAURIN, *De l'anarcho-syndicalisme au communisme (1919-1936).*
- Jean-Yves BOURSIER (dir), *Résistants et résistance.*
- Réda BENSMAÏA, *Alger ou la maladie de la mémoire.*
- Claude SCHKOLNYK. *Du socialisme utopique au positivisme prolétaire. Victoire Tinayre 1831-1895.*
- Dominique POULOT (dir.), *Patrimoine et modernité.*
- Alain PAUQUET, *La société et les relations sociales en Berry au milieu du XIXe siècle.*
- Yvan COMBEAU, *Paris et les élections municipales sous la Troisième République. La scène capitale dans la vie politique française.*
- Franck LAFAGE, *Le comte Joseph de Maistre (1753-1821). Itinéraire intellectuel d'un théologien de la politique.*
- Louis PERE-DARRE, *Les années 40. Récit d'un Amour Impossible.*
- F. FEDERINI, *L'abolition de l'esclavage de 1848.*
- Gracie DELEPINE, *L'Amiral de Kerguelen et les mythes de son temps.*
- Eric CAVATERRA, *La Banque de France et la Commune de Paris.*
- PRINCESSE DACHKOVA, *Mon Histoire. Mémoires d'une femme de lettres russe à l'époque des Lumières.*
- Michel BERNARD, *La colonisation pénitentiaire en Australie (1788-1868).*

UMR TELEMME

La Résistance et les Européens du Sud

sous la direction de
Jean-Marie GUILLON et Robert MENCHERINI

Actes du Colloque tenu à
Aix-en-Provence, 20-22 mars 1997

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

Remerciements

Le colloque *La Résistance et les Européens du Sud* n'aurait pu avoir lieu sans le soutien :

- de la ville d'Aix-en-Provence et de son accueillante Cité du Livre, servie par un personnel d'une rare compétence avec une mention particulière pour Martine Cousin, Dominique Mazel et Danièle Oppetit ;
- du Conseil général des Bouches-du-Rhône ;
- de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (Aix) et de son directeur, Robert Ilbert, professeur à l'Université de Provence (Aix-Marseille I) ;
- du ministère des Affaires étrangères ;
- de l'UMR 5591 FRAMESPACE de l'Université de Toulouse-Le Mirail ;
- du réseau d'échanges animé par Georges Margaritis, professeur à l'Université de Crète ;

ainsi que :

- de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), avec mention particulière pour Gabrielle Drigeard, Henry Rousso et Danièle Voldman ;
- de l'Université de Provence (Aix-Marseille I), bien évidemment.

Ni ce colloque, ni cet ouvrage n'auraient vu le jour sans le dévouement de ceux qui assurent à l'UMR TELEMME son rayonnement et ont en charge l'essentiel de son fonctionnement : Marie-Françoise Attard-Maraninchi, Claude Bruggiamosca, Roland Caty, Christine Dotto, Gérard Chastagnaret, professeur à l'Université de Provence, son directeur, et Jacques Tourrel.

Nos remerciements vont aussi :

- pour leur aide à nos jeunes collègues Catherine Valenti, Céline Borello et Isabelle Luciani ;
- et pour leur participation chaleureuse à Claire Andrieu (Université de Paris I-Sorbonne), François Bédarida (IHTP, Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale), Philippe Joutard (Université de Provence), Jean-Philippe Marcy (IHTP Aveyron), Eutimio Martin (Université de Provence), Gianni Perona (Université de Turin), Eduardo Pons Prades (Barcelone), Emile Temime, professeur émérite à l'Université de Provence, Jacques Sémelin (CNRS), Eric Vial (Université de Grenoble), Serge Wolikow (Université de Bourgogne, Dijon).

Ce colloque était le dernier d'une série de six qui était coordonnée par : Christian Bougeard (Université de Bretagne occidentale-Brest), Laurent Douzou (Université de Lyon II), Robert Frank (Université de Paris I-Sorbonne), José Gotovitch (Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, Bruxelles), Jean-Marie Guillon (Université de Provence), Pierre Laborie (Université de Toulouse-Le Mirail), François Marcot (Université de Franche-Comté, Besançon), Denis Peschanski (IHTP), Jacqueline Sainclivier (Université de Haute-Bretagne, Rennes), Dominique Veillon (IHTP). Les conclusions de l'ensemble de ces travaux ont été tirées par eux à Aix et publiées dans le n° 37 des *Cahiers de l'IHTP*, décembre 1997 sous le titre "La Résistance et les Français. Nouvelles approches".

Sous la direction de :

Jean-Marie GUILLON, Université de Provence (Aix-Marseille I)
Robert MENCHERINI, Université d'Avignon

Ont collaboré à cet ouvrage

Roger ABSALOM, Université de Sheffield-Hallam
Anna BRAVO, Université de Turin
Hélène CHAUBIN, IHTP Hérault
Guido CRAINZ, Université de Teramo
Olivier DEDIEU, CEPEL, Université de Montpellier I
Geneviève DERMENJIAN, IUFM Aix-Marseille
Renée DRAY-BENSOUSSAN, IUFM Aix-Marseille
Gil EMPRIN, IHTP Isère
Michel GOUBET, IHTP Haute-Garonne
Jean-Marie GUILLON, Université de Provence (Aix-Marseille I) - TELEMME
Paul Ivan JUKIC, Université de Yale
Harry Roderick KEDWARD, Université du Sussex
Simon KITSON, Paris
Pieter LAGROU, Université de Louvain
Georges MARGARITIS, Université de Crète (Heraklion)
Robert MENCHERINI, Université d'Avignon - TELEMME
Henri MOIZET, IHTP Aveyron
Dominique OLIVESI, IHTP Alpes-Maritimes
Jean-Louis PANICACCI, Université de Nice - IHTP Alpes-Maritimes
Procopis PAPASTRATIS, Université du Pantheon, Athènes
Claudio PAVONE, Université de Pise
Liliana PICCIOTTO FARGION, Centre de documentation juive contemporaine,
Milan
Renée POSNANSKI, Université Ben Gourion du Neguev, Beer-Sheva
Amy SMILEY, Université Johns Hopkins, Baltimore
Evelyne TORRE, IHTP Corse
Olivier VALLADE, IHTP Isère
Riki Van BOESCHOTEN, Chaumont-Gistoux
Odette VARON-VASSARD, Athènes
Tassoula VERVENIOTI, Athènes

Table des sigles

- ACIP : Association consistoriale des juifs de Paris
AD : Archives départementales
AN : Archives nationales
AS : Armée secrète
BBC : British Broadcasting Corporation
BCRA : Bureau central de renseignements et d'action (Londres, organisme gaulliste de liaison avec le Résistance en France)
CAR : Comité d'assistance aux réfugiés d'Allemagne
CCL : comité cantonal de la Libération
CDL : comité départemental de la libération (France)
CFL : Corps francs de la libération (ex-AS et GF, France)
CFLN : Comité français de libération nationale
CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens
CGQJ : Commissariat général aux questions juives
CGT : Confédération générale du travail
CLL : comité local de libération
CNR : Conseil national de la Résistance (France)
CNRS : Centre national de la recherche scientifique
COSOR : Comité des œuvres sociales de la Résistance
CRL : Comité régional de Libération
EAM : Front de libération nationale (Grèce)
EDES : Union nationale grecque démocratique
EFI : Entraide française israélite
ELAS : Armée populaire de libération
EPON : Organisation unifiée panhellénique des jeunes
FFI : Forces françaises de l'intérieur
FFL : Force françaises libres
FN : Front national (France)
FRS : Forces républicaines de sécurité
FSJF : Fédération des sociétés juives de France
FTPF : Francs-tireurs et partisans français
FUJ : Front uni de la jeunesse (France)
FUJP : Forces unies de la jeunesse patriotique (France)

GF : Groupe franc (France)
 GMR : Groupe mobile de réserve (police, France)
 GPRF : Gouvernement provisoire de la République française
 GTE : gouvernement de travailleurs étrangers
 JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne (France)
 KKE : Parti communiste grec
 LFC : Légion française des combattants (Vichy)
 LOC : Ligue ouvrière chrétienne (France)
 MP : Milices patriotiques
 MPF : Mouvement populaire des familles (France)
 MOI : Main d'oeuvre immigrée (France)
 MLN : Mouvement de libération nationale (France)
 MRP : Mouvement républicain populaire (France)
 MUR : Mouvements unis de la Résistance (France)
 NAP : Noyautage des administrations publiques (France)
 NDH : État indépendant de Croatie (oustachi)
 OJC : Organisation juive de combat
 OKNE : Jeunesse communiste grecque
 ORA : Organisation de résistance de l'armée (France)
 ORT : Organisation, reconstruction, travail
 OSE : Oeuvre de secours aux enfants
 OVRA : Opera vigilanza repressione antifascismo (police fasciste)
 PC : Parti communiste (français)
 PCI : Parti communiste italien
 PCY : Parti communiste yougoslave
 PPF : Parti populaire français
 R2 : échelon régional de résistance correspondant en gros à la Provence.
 RG : Renseignements généraux (police, France)
 RSI : République sociale italienne
 SAP : section des affaires politiques (police de sûreté, France), mais le même sigle peut aussi désigner la Section atterrissage et parachutage, organisation de résistance dépendant du BCRA.
 SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière (parti socialiste)
 Sipo-SD : Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst (police nazie)
 ST : Surveillance du territoire (police, France)
 STO : service du travail obligatoire
 UD : Union départementale
 UGIF : Union générale des israélites de France
 USC : Unitarian Service Committee
 USJ : Union des sociétés juives
 USR : Union socialiste républicaine (France, avant-guerre)
 ZNO : zone non occupée
 ZO : zone occupée

Introduction

Jean-Marie GUILLON et Robert MENCHERINI

L'histoire de la Résistance en France est à un tournant. Bien évidemment cette histoire à laquelle nous nous référons ici est celle qui se veut problématique et non médiatique, qui cherche à comprendre et non à accuser et qui ne confond ni les genres, ni les périodes.

L'histoire de la Résistance a longtemps été faite par des témoins ou des acteurs souvent de premier plan. Comme une bonne partie de l'histoire très contemporaine, elle est restée à l'écart du renouvellement des problématiques historiques. A côté des innombrables récits édifiants ou héroïques, des souvenirs et des ouvrages commémoratifs, le travail historique privilégiait l'événementiel, l'institutionnel et le militaire. Les thèmes des rencontres internationales organisées par le Comité international d'histoire de la Seconde Guerre mondiale ou ceux des colloques en portent témoignage. Le seul de ces colloques qui ait été centré sur l'Europe du Sud a porté sur la "Guerre en Méditerranée" ¹.

A partir de la fin des années soixante-dix, le relais a été assuré par une autre génération d'historiens. Trop jeunes pour avoir pu participer aux événements, marqués par la "nouvelle histoire", ils ont plutôt orienté leurs recherches sur l'histoire des organisations clandestines - celle du Parti communiste ou celle de certains grands mouvements - ou sur l'histoire régionale de la Résistance, à moins qu'ils ne soient intéressés à l'apport de catégories plus ou moins en marge (étrangers, juifs, femmes). Mais ce travail d'historisation a été passablement perturbé par les soubresauts de la mémoire collective qui n'ont cessé d'agiter l'opinion française depuis vingt ans. Amplifiés par le système médiatique, ils ont amené comme une espèce de fixation sur Vichy au point que cette question a paru occuper tout le champ de l'histoire des années d'occupation.

Or la Résistance a existé, elle a concerné des groupes, des lieux, des réseaux, elle s'est enracinée dans toute une partie de la société dont elle

1. Henri Michel (dir.), *La Guerre en Méditerranée 1939-1945*, Paris, CNRS, 1971.

a rejoint les préoccupations, elle s'est intégrée dans des traditions, elle a fini par incarner des populations entières au point que c'est un peuple quasi unanime qui s'est reconnu en elle à la Libération. C'est ce processus qu'il fallait étudier car les explications sommaires - la versatilité, l'opportunisme - ne valent rien. Sans négliger le militaire ou le politique, c'est à une histoire sociale et culturelle de la Résistance qu'il fallait se livrer désormais pour comprendre les liens qui s'étaient noués entre ce phénomène exceptionnel et la société qui l'avait, en quelque sorte, secrété. Une série de colloques organisés depuis 1993 ont tenté sinon de le faire, du moins d'indiquer la direction que devait prendre l'histoire de la Résistance. Chacun de ces colloques a croisé analyses régionales, problèmes généraux et regards extérieurs². Celui qui s'est tenu à Aix-en-Provence en mars 1998 et dont cet ouvrage est issu était le dernier de la série. Ces colloques entendaient prolonger ce que François Bédarida, fondateur de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), avait indiqué dans un article majeur sur cette histoire singulière. Devant les trous laissés béants et les mythes récurrents, il appelait, entre autres choses, à "restituer et resituer la Résistance aussi bien dans son intégrité que dans son intégralité" et à "développer une anthropologie de la Résistance : le mode d'être résistant, ses habitus multiples, ses solidarités, ses contradictions"³.

Ces travaux, rassemblés sous le titre global de "La Résistance et les Français", ont centré leurs analyses sur les rapports entre Résistance et société. Ce faisant, ils s'engageaient dans une voie que d'autres historiographies avaient commencé à suivre. C'est pourquoi la comparatisme s'imposait. Chaque colloque avait insisté sur cet éclairage. L'un d'eux, celui de Bruxelles, avait privilégié la zone nord-européenne⁴. L'organisation d'une rencontre qui soit en quelque sorte son pendant méridional s'imposait, d'autant que la très riche et très dynamique historiographie italienne qui n'est pas traduite en français reste trop mal connue de ce côté-ci des Alpes. Il en va de même avec celle qui se construit

-
2. Pour plus de précisions, nous renvoyons au numéro 37 des *Cahiers de l'IHTP*, décembre 1997, qui fait le point sur les divers apports de ces réunions et en donne les principales conclusions. Ces colloques ont donné lieu aux publications suivantes : J.-M. Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996.
 3. F. Bédarida, "L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain", *Vingtième siècle revue d'histoire* n°11, juillet 1986, pp. 75-90.
 4. Robert Frank, José Gotovitch (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, Centre d'études et de recherches historiques de la Seconde Guerre mondiale/IHTP, 2 volumes, 1994 et 1996.

dans les Balkans, sortant difficilement des mythologies nationalistes dans l'ex-Yougoslavie, mais s'affirmant très vigoureusement en Grèce. Tout en privilégiant la France méridionale, le colloque d'Aix-en-Provence a voulu élargir la perspective à l'ensemble des sociétés nord-méditerranéennes soumises à la domination des nazis ou de leurs alliés.

Comparer ne signifie pas nier ou oublier les spécificités de chacun des pays en cause et la diversité des situations historiques où ils se sont trouvés. Tous ne sont pas touchés en même temps et de la même façon par la guerre. Elle emporte l'ensemble des Balkans en avril 1941 avec l'occupation allemande, alors que la Grèce résiste à l'attaque italienne depuis octobre 1940. L'Italie est d'abord agresseur et occupant avant d'être dominée et occupée en septembre 1943. Elle est le berceau du fascisme, mais la résistance au fascisme n'y date pas des années de guerre. Bien qu'elle se soit principalement exprimée à l'extérieur du pays, elle existe dans toutes les nuances du concept avant l'effondrement du régime mussolinien au point qu'elle sert alors de substrat et d'encadrement. Le poids des rivalités communautaires dans les Balkans yougoslaves n'a pas d'équivalent ailleurs. Ce choc entre des groupes concurrents sur un même territoire est l'un des facteurs importants qui expliquent l'ampleur de la réaction résistante, la violence des affrontements et, probablement, le succès d'un mouvement qui a su à la fois les utiliser et en laisser espérer le dépassement. Ceci étant, dans tous les cas, un mouvement populaire est né, de réaction contre l'oppression, de revendication de liberté, de refus des contraintes imposées, de rejet de l'ordre - nouveau ou ancien - jugé tyrannique et complice de l'occupant. Aux historiens d'en repérer les formes, d'en analyser les contenus et les niveaux d'engagement, d'en comprendre le mécanisme, de mesurer les transformations qu'il amène au sein des sociétés concernées, d'évaluer la part d'héritage culturel et de rupture due aux circonstances. Voilà quel est l'intérêt d'une démarche comparatiste pour des sociétés qu'un certain nombre de traits unissent : remues d'hommes, importance des montagnes refuges, cloisonnement social, poids de la ruralité, présence de grandes métropoles, tendance au radicalisme politique. Il s'agit moins d'Europe méditerranéenne que d'Europe du Sud, car ce n'est pas d'abord la présence de la mer qui caractérise cette zone. En revanche, c'est bien le positionnement périphérique de la zone par rapport au(x) centre(s) plus au nord et la conscience de cette marginalité qui marquent les engagements collectifs. Exacerbée par la guerre, cette conscience devient un trait commun à ceux qui, des Pyrénées au Péloponnèse, refusent l'ordre européen nazi, sans pour autant supporter de bonne grâce la mainmise ou la menace de mainmise anglo-saxonne. On pourrait dire que la Résistance est pour le sud le moyen de se réapproprier son propre destin et que la Libération est aussi le moment

où il lui échappe à nouveau. Dans ce balancement, la France est un maillon particulier, mais la France méridionale n'est pas en dehors de cette problématique. Pour s'en persuader, que l'on songe seulement à ce mouvement tout à fait significatif qui voit les principales instances de la clandestinité se déplacer entre 1940/1941 et 1944 du Sud (Marseille/Toulouse) vers Lyon et de là vers Paris Et si l'on en veut une autre preuve, que l'on remarque comment le pouvoir central perçoit le Sud dans l'été et à l'automne 1944 (les voyages du général à Marseille et Toulouse sont éloquentes à cet égard).

Cette approche de la Résistance par la société, par la culture, par la politique s'intègre donc dans un vaste mouvement de recherche international sur la Résistance. Si l'on sort partout de l'Histoire-bataille et de l'Histoire-Mémoire pour faire de l'Histoire-problème et de l'Histoire-savoir, ce n'est pas par indifférence aux enjeux d'actualité et d'avenir qui sont ceux de cette histoire et qui ne sont pas que d'histoire. C'est bien au contraire pour y répondre en tant qu'historiens, dans le souci de fonder l'action sur la connaissance plutôt que sur le mythe. Le découpage qui est proposé découle de cette perspective. Les premières analyses portent sur les formes en quelque sorte élémentaires de résistance, réactions d'une partie du corps social qu'au bout du compte le mouvement clandestin organisé absorbe. Ces formes sont indissociables des milieux qui les secrètent et c'est à cette liaison que l'ensemble des études suivantes est attachée. Avec la Libération, l'aboutissement ne saurait être que politique. Privilégier le social, porter un regard anthropologique ne signifient pas pour nous négliger l'essentiel, c'est-à-dire la transmutation politique, voire révolutionnaire, que l'ensemble de la zone connaît. Il y a là, dans ce passage de la révolte à la révolution, dans ce raccourci qui projette hors des voies toutes tracées de la tradition et de l'archaïsme des régions entières et des masses en effervescence, sans doute l'un des phénomènes les plus significatifs de l'histoire du moment et l'une des spécificités de l'aire méditerranéenne, France du Sud incluse.

L'Europe Méditerranéenne dans une histoire comparative de la Résistance

Pieter LAGROU

Y a-t-il une spécificité méditerranéenne dans le phénomène de la Résistance pendant la Deuxième Guerre mondiale en Europe ? Avant d'aborder cette problématique, il convient de rappeler que, pour la période 1939-1945, la région méditerranéenne présente de réels obstacles pour une approche comparative. La comparaison se heurte à des difficultés qui paraissent évidentes, qu'on aurait cependant tort de laisser troubler l'analyse de façon implicite.

Il est, dans l'histoire du vingtième siècle, des périodes de grande convergence parmi les pays de la rive nord du bassin méditerranéen. La Deuxième Guerre mondiale n'en fait pas partie. Par contre, la période qui la précède en est certainement une. Pendant l'entre-deux guerres, tous ces pays, sauf la France, connaissent une grande instabilité politique et l'avènement de régimes autoritaires, de type fasciste ou conservateur. Une autre période de convergence ne se retrouve que quarante ans après, pendant la décennie 1980, où ces pays, cette fois à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie, ont connu des gouvernements socialistes ou à participation socialiste, ont participé à la construction européenne et ont traversé une transformation économique similaire. On a d'ailleurs pu écrire que les divergences des destins des pays de l'Europe méditerranéenne dans la période qui sépare ces deux pôles fut le résultat de la Deuxième Guerre

mondiale¹. Imaginons, par exemple, que la République ait gagné la guerre civile espagnole. Dans ce cas, l'invasion allemande ne se serait sans doute pas arrêtée aux Pyrénées. L'Espagne aurait été libérée par les Alliés et, comme l'Italie, reconstruite sous l'égide américaine, avec le même dosage de démocratie parlementaire, d'économie de marché et d'intégration européenne. Ou imaginons, à l'inverse, que Mussolini ait adopté une politique extérieure prudente comme Franco plutôt qu'un aventurisme militaire catastrophique. Il aurait peut-être pu garder son pays en dehors de la Deuxième Guerre mondiale et ainsi pu perpétuer son régime, comme Franco, soutenu, ou du moins toléré, par les États-Unis comme un rempart contre le communisme. Vu la faiblesse des partis communistes d'avant guerre en Yougoslavie, en Albanie et en Grèce, sans les circonstances exceptionnelles de l'occupation allemande et italienne, ceux-ci n'auraient sans doute pas pu prendre le pouvoir en Yougoslavie et en Albanie, ni s'engager dans une guerre civile en Grèce, provoquant ainsi une importante intervention alliée. En fait, la Deuxième Guerre mondiale met fin à la convergence politique des pays méditerranéens. En Espagne et au Portugal, les régimes autoritaires de Franco et de Salazar se maintiennent trente ans après 1945, grâce au fait d'avoir échappé à la guerre. En Italie, la guerre met fin au premier régime fasciste, un régime pourtant bien enraciné depuis 1922. En Grèce, le régime autoritaire de Metaxas, arrivé au pouvoir en 1936, succombe à la guerre et en Yougoslavie et en Albanie, les monarchies autoritaires instaurées respectivement par le roi Alexandre en 1929 et par le roi Zog en 1928, disparaissent. En bref, pour une histoire comparative de la région méditerranéenne, la Deuxième Guerre mondiale brise l'apparente convergence régionale qui la précède. Elle est un obstacle et, sans aucun doute, dans l'ensemble de l'histoire de ce siècle la Deuxième Guerre mondiale est la période qui se prête le moins à une approche comparative méditerranéenne.

Les difficultés pour une approche comparative foisonnent. Tout d'abord, l'Espagne et le Portugal ne prennent pas part au conflit. Ensuite, l'Italie est un cas à part, puisque elle fait figure d'agresseur et d'occupant de 1939 à 1943, d'agressé et d'occupé de 1943 à 1945. L'antifascisme avant septembre 1943 fut radicalement différent de la résistance anti-allemande dans la période suivante et il n'acquiesça jamais le caractère massif de cette dernière. En plus de la distinction chronologique indispensable, pour la deuxième période une distinction géographique s'impose, entre une moitié

1. James Kurth, "A Tale of four countries : parallel politics in Southern Europe, 1815-1990" in : James Kurth and James Petras (eds.) *Mediterranean Paradoxes. The Politics and Social Structure of Southern Europe*, Oxford, 1993, pp. 27-66, part. pp. 44-45.

nord occupée par l'Allemagne nazie et une moitié sud occupée par les Alliés. Enfin, les quatre pays envahis et occupés, la France et les trois pays des Balkans riverains de la Méditerranée, la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce, ne forment pas un ensemble homogène non plus. Même si l'on a, par exemple, pu faire des comparaisons entre le régime Oustachi de Ante Pavelic en Croatie et le régime de Vichy de Philippe Pétain en France, les différences dans la nature même de l'expérience de l'occupation rendent ce genre de comparaison hasardeuse.

Dans une des typologies les plus sophistiquées pour l'analyse comparative de l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale pour les sociétés européennes, celle élaborée par Waclaw Dlugoborski en 1981, la principale ligne de partage suit un tracé Est/Ouest, plutôt que Nord/Sud². Dlugoborski souligne l'importance du facteur exogène, c'est-à-dire, la nature de l'occupation. En cela, il relativise l'importance de l'aspect formel du régime d'occupation, par exemple entre *Zivilverwaltung*, un régime d'occupation régi par le parti nazi, et *Militärverwaltung*, un régime d'occupation régi par les militaires. Le second est censé être un type d'occupation classique, où les considérations stratégiques et militaires priment les objectifs idéologiques, alors que, dans le premier, les impératifs militaires seraient subordonnés aux exigences de la nazification. Dans les conflits institutionnalisés de pouvoirs de l'État nazi, la répartition des compétences entre armée, parti et administration n'a jamais été bien établie et les impératifs militaires et idéologiques se sont trouvés en concurrence permanente. Par contre, Dlugoborski insiste sur l'incommensurabilité dans l'expérience de l'occupation entre des nations qui figurent aux deux extrêmes de l'échelle raciale qui conditionnait les politiques d'occupation. En cela, par exemple, il range la Serbie dans la même catégorie que la Pologne et les régions occupées de l'Union Soviétique, les trois pays étant catalogués comme nations d'*Untermenschen*, dont l'expérience d'occupation ne saurait être comparée à la France. Les réactions d'une population face à l'occupation étaient limitées par les opportunités offertes par l'occupant : si le but poursuivi par ce dernier était l'élimination des élites locales, la collaboration d'État ne figurait pas parmi les alternatives. La politique d'occupation italienne se démarquait en cela d'ailleurs des politiques nazies. Les Allemands méprisaient le conservatisme des Italiens qui se contentaient d'une occupation militaire sans poursuivre des buts idéologiques ambitieux de changements dans la structure économique,

2. Waclaw Dlugoborski, "Einleitung : Faschismus, Besatzung und sozialer Wandel. Fragestellung und Typologie." *Zweiter Weltkrieg und Sozialer Wandel. Achsenmächte und besetzte Länder*, Göttingen, 1981, pp. 25-32.

sociale, ou ethnique des zones occupées³. En cela, il ne fut pas indifférent pour les Grecs ou les Albanais que l'envahisseur soit italien ou allemand, ni d'ailleurs pour les Français dans les premières années de la guerre, qui vivaient une expérience d'occupation différente en zone italienne, zone allemande ou zone dite "libre." Même si un rappel de la différence de nature des occupations semble indispensable, il n'est en rien très novateur. Privilégier une analyse situationnelle du phénomène résistant reviendrait à répéter les regroupements classiques dans l'histoire de la résistance en Europe : la France y forme d'habitude un cas à part ; l'Italie est classée dans le chapitre "la résistance dans les pays de l'axe" et les pays des Balkans sont inséparables, tant par leur éloignement géographique des centres d'intérêt des auteurs que par leur radicalisme⁴.

L'apport le plus important de la typologie de Dlugoborski est l'incorporation des facteurs endogènes dans l'analyse de l'impact de la Deuxième Guerre mondiale sur les sociétés occupées⁵. Le facteur démographique saute aux yeux. Les taux de surmortalité de la population totale causée par la guerre sont estimés à plus de dix pour cent en Yougoslavie et à presque sept pour cent en Grèce, des taux qui se rapprochent des taux Polonais et Soviétiques, estimés respectivement à environ vingt et dix pour cent. Pour la France et les autres pays de l'Europe occidentale, ils se situent vers les deux pour cent⁶. Dans la région des Balkans, de composition ethnique hétérogène, les déplacements de

-
3. Dlugoborski, "Einleitung", pp. 20-21. L'historiographie italienne récente sur l'occupation italienne de la Yougoslavie met pourtant l'accent sur l'impact déstabilisateur d'un politique de discrimination ethnique. Voir, par exemple, les contributions dans Bruna Micheletti et Pier Paolo Poggio (eds.) *L'Italia in Guerra 1940-1943*, Brescia, 1992, 1042 ; les ouvrages de Stefano Bianchini et Francesco Privitera (eds.) *6 Aprile 1941. L'attacco italiano alla Jugoslavia*, Milano, 1993, et Tone Ferenc, *La provincia "italiana" di Lubiana. Documenti 1941-1942*, Udine, 1994.
 4. Pour un exemple classique, voir Henri Bernard, *Histoire de la Résistance Européenne. La "quatrième force" de la guerre 39-45*, Verviers, 1968. L'ouvrage du journaliste suisse Werner Rings, *Leben mit dem Feind. Anpassung und Widerstand in Hitlers Europa, 1939-1945*, Brissago, 1979, maintient implicitement la même classification, mais il se distingue de Bernard par une vision synthétique et des comparaisons croisées remarquables pour l'époque de sa publication.
 5. L'auteur établit quatre variables essentielles, qu'il présente dans l'ordre suivant (que nous modifions dans notre texte) : 1. la stabilité des structures sociales d'une société au moment de l'invasion ; 2. l'endurance ou la capacité de ces sociétés de préserver leur identité, de résister aux changements imposés par l'occupant ; 3. la légitimité sociale des institutions d'avant-guerre et de celles créées par l'occupant ; 4. le poids relatif à la population totale des groupes de personnes déplacées ou assassinées par l'occupant.
 6. *Ibid.*, p. 43.

populations - expulsion des serbes de Croatie, repeuplement puis exode des communautés allemandes, par exemple - sont lourds de conséquences. Ce bouleversement démographique participe d'une grande transformation de la moitié orientale du continent, où déplacements massifs et durables de populations, génocide et exode des germanophones ont transformé la composition même de la population.

Une deuxième variable a un effet similaire : le critère de la stabilité des structures sociales d'une société au moment de l'invasion. Cette variable aussi trace une ligne de partage Est-Ouest : sociétés aux structures sociales stables, où l'effet de deux, quatre ou cinq ans d'occupation est limité à l'Ouest ; sociétés en pleine transformation, profondément affecté par l'impact de l'occupation à l'Est. Les guerres des Balkans et la réorganisation régionale après 1918 ont en effet chassé une ancienne classe dirigeante par l'indépendance, révolutionné les structures sociales par les réformes agraires et revêtu l'appartenance ethnique d'une nouvelle signification par le succès des nationalismes. Ceci vaut particulièrement pour l'Albanie et la Yougoslavie, la première créée à la veille de la Première Guerre mondiale, la deuxième à son issue. Dans une moindre mesure, ceci est aussi valable pour la Grèce, un pays qui a presque doublé de territoire et de population en 1912-1913 par l'incorporation de la Macédoine et de la Crète et dont la société a été bouleversée par l'immigration d'un million deux cent mille Grecs d'Asie Mineure après la débâcle de 1922.

Force est donc de constater que, en raison de l'extrême hétérogénéité des expériences d'occupation et de l'hétérogénéité des sociétés mêmes de l'Europe du Sud, la comparaison est plus problématique que lors d'un colloque précédent sur la Résistance et les Européens du Nord. En Europe du Nord, cinq pays, cinq "vieilles" démocraties, avaient été envahies par l'Allemagne nazie en l'espace de quelques semaines et l'occupant allemand leur imposa une politique somme toute très comparable (même si l'on doit admettre une situation singulière pour le Danemark). Les structures économiques, sociales et politiques étaient bien sédimentées avant 1940. Tous les cinq ont retrouvé après la guerre - à peu de choses près pour la France - le même régime politique.

Faut-il, à la constatation de ces variables, conclure qu'une comparaison entre les expériences de guerre et de résistance des Européens du Sud n'a pas lieu d'être ? Ce serait ignorer un constat évident : dans la perception de certains contemporains, au moins à l'issue de la guerre, l'Europe méditerranéenne constituait bel et bien un ensemble, c'est-à-dire, une région à problèmes. Le caractère révolutionnaire de la Résistance dans ces pays est, dans cette perception, la première caractéristique de cette unité. Cette Résistance constitue une menace ou du moins un facteur d'instabilité. L'Europe méditerranéenne y apparaît comme une région, où des pays entiers

risquent de sombrer dans la guerre civile, de basculer d'un régime à un autre, et, avant tout, dans la perception de l'époque, d'un bloc à l'autre. A la grande différence des pays de l'Europe du Nord-Ouest, à l'issue de la guerre les pays méditerranéens doivent se doter de nouveaux régimes politiques, puisqu'aucun résidu de légitimité subsiste des régimes d'avant la guerre, augmentant d'autant l'instabilité. Cette perception est celle des alliés, qui sont amenés à jouer dans cette région un rôle d'une importance incomparable à celle qu'ils jouent en Europe du Nord-Ouest. En cela, la période des années 1940 se place dans une longue continuité historique de domination étrangère dans les régions riveraines de la Méditerranée situées à l'Est de la France. Cette perception a trouvé sa formulation dramatique dans les diatribes de Winston Churchill, quand celui-ci défendait la politique monarchiste de la Grande-Bretagne en Grèce et en Italie, par exemple. Dans la perception de la Méditerranée comme poudrière révolutionnaire à la fin de la guerre, la France méridionale rejoint dans une certaine mesure l'ensemble de la région méditerranéenne. La menace révolutionnaire perçue en 1944 en France, est principalement située dans le *Midi Rouge* et le rétablissement de la légalité républicaine apparaît comme une entreprise d'exportation à partir de la moitié Nord⁷. Si des études comparatives, ou du moins des études strictement militaires de la Méditerranée comme théâtre d'opérations mises de à part⁸ -, c'est avant tout dans le domaine de la politique des alliées. On citera par exemple l'étude sur le Komintern, l'Union Soviétique et les partis communistes en France, en Italie, en Yougoslavie et en Grèce, dont le titre "Résistance et Révolution" illustre bien notre propos⁹; ou encore les études sur la politique britannique vis-à-vis des mouvements de résistance dans la

7. Pour nuancer cette vision, voir Charles-Louis Foulon, *Le Pouvoir en Province à la Libération. Les Commissaires de la République, 1943-1946*, Paris, FNSP/A. Colin, 1974 et Philippe Buton et Jean-Marie Guillon (eds.) *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, 1994.

8. Voir, à ce sujet, les actes du colloque international organisé par le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Paris du 8 au 11 avril 1969, *La guerre en Méditerranée, 1939-1945*, éd. CNRS, Paris, 1971, avec des contributions de Henri Michel, Michael Howard, Geoffrey Warner, Giorgio Vaccariono, Jean-Marie d'Hoop, M.A. Hillgruber e.a. Dans sa conclusion, Michel regretta d'ailleurs l'approche strictement militaire et suggérait 'une autre rencontre, dans un cadre chronologique plus large'. Voir aussi le classique résumé de Michael Howard, *The Mediterranean Strategy in the Second World War*, London, 1966. Mise à jour bibliographique dans Myron J. Smith, *World War II: the European and Mediterranean Theaters*, N.Y./London, 1984.

9. Tony Judt (ed.), *Resistance and Revolution in Mediterranean Europe, 1939-1948*, London, 1989.

région¹⁰. Les études de cas nationaux, par exemple, grec et italien, sont d'ailleurs presque inévitablement implicitement comparatives, puisque dans les esprits des Alliés, l'un figurait toujours comme une référence dans leur politique vis-à-vis de l'autre¹¹.

Comment intégrer cette unité perçue dans une typologie où tout semble distinguer les expériences de guerre des pays méditerranéens ? Dlugoborski peut une nouvelle fois nous inspirer. En effet, parmi les variables endogènes qu'il énumère, deux facteurs occupent une place très importante dans son analyse : d'abord l'endurance, ou la capacité de ces sociétés de préserver leur identité, de résister aux changements imposés par l'occupant ; ensuite la légitimité sociale des institutions d'avant-guerre et de celles créées par l'occupant. Les deux variables sont intimement liées : en effet, l'endurance des institutions nationales et locales dépend dans une large mesure de leur légitimité sociale et de la légitimité - ou du manque de légitimité - des institutions et structures mises en place par l'occupant. Ceci nous ramène à la période de l'entre-deux guerres, période qu'on a qualifiée d'époque de grande convergence dans l'histoire des pays européens du bassin méditerranéen. Quel fut, en effet, l'enracinement et la légitimité sociale des régimes en place dans ces pays au moment de l'éclatement de la guerre ? Comme on l'a indiqué, la période fut caractérisée par une grande instabilité politique et par l'avènement de régimes autoritaires de type fasciste ou traditionaliste. Leur légitimité ne fut donc certes pas démocratique. On doit pourtant se poser la question de savoir si cet état des choses a affaibli leur capacité de résister et de préserver leurs loyautés nationales face à l'occupant.

-
10. Voir, par exemple, Elisabeth Barker, *British Policy in South-Eastern Europe in the Second World War*, London, 1976 ; Elisabeth Barker et Jonathan Chadwick (eds.) *British Political and Military Strategy in Central, Eastern and Southern Europe in 1944*, London, 1988 ; Phyllis Auty et Ole Smith (eds.) *British Policy towards Wartime Resistance in Yugoslavia and Greece*, London, 1975.
 11. Voir dans une littérature abondante, par exemple, James Edward Miller, *The United States and Italy, 1940-1944 : the Politics and Diplomacy of Stabilization*, Chapel Hill, N.C., 1986 ; David Ellwood, *L'alleato nemico. La politica dell'occupazione angloamericana in Italia, 1943-1946*, Milano, 1977 ; Bruno Arcidiacono, *Le 'précédent italien' et les origines de la Guerre Froide*, Bruxelles, 1984 ; Robert Frazier, *Anglo-American Relations with Greece. The Coming of the Cold War, 1942-1947*, London, 1991 ; T. Couloumbis and J. Iatrides (eds.) *Greek-American Relations : A Critical Review*, New York, 1980 ; Lawrence S. Wittner, *American Intervention in Greece, 1943-1949*, New York, 1982 ; John Iatrides, "Britain, the United States and Greece" et Lars Baerentzen et David Close, "The British defeat of EAM, 1944-1945" in David Close (ed.) *The Greek Civil War, 1943-1950. Studies of Polarization*, London, 1993. Pour la Yougoslavie, voir aussi Hans Knoll, *Jugoslawien in Strategie und Politik der Alliierten, 1940-1943*, Munich, 1986.

La Grèce fut, avec l'Espagne et la Yougoslavie, le pays le plus instable de la région. Une première guerre civile éclata en 1916¹². Le conflit entre les forces libérales de Venizelos et les forces populistes et monarchistes des anti-venizelistes domina la vie politique durant toute l'entre-deux guerres. Les anti-venizelistes entraînèrent le pays dans la catastrophe anatolienne de 1922. Entre 1924 et 1932, pas moins de quatorze coups militaires ont scandé l'histoire politique grecque. La monarchie fut rétablie en 1935 et le régime autoritaire du général Ioannis Metaxas vit le jour l'année d'après. La résistance grecque face à l'invasion italienne d'octobre 1940 et les revers militaires infligés aux troupes de Mussolini avaient glorifié le rôle de Metaxas, mais le général mourut juste avant l'invasion allemande d'avril 1941. Le roi, anglophile, choisit l'exil. L'Allemagne nazie n'envahit la Grèce que par nécessité militaire et elle se désintéressa par la suite de son sort politique et économique, au point de causer la famine de l'hiver de 1941-1942. Dans ces conditions, les gouvernements collaborationnistes ne purent jamais établir la moindre légitimité populaire et la guerre civile qui éclata sous l'occupation opposa les deux principaux mouvements de résistance entre eux comme seuls prétendants au pouvoir après la libération¹³.

L'Albanie, créée en 1913, mais dont l'indépendance fut entièrement mise en question pendant la Première Guerre mondiale, fut le théâtre d'une lutte pour le pouvoir entre libéraux pro-occidentaux et aristocrates terriens conservateurs de 1920 jusqu'à la victoire de ces derniers en 1925¹⁴. En cette année leur chef de file Ahmed Zogu s'empara du pouvoir en Albanie par une invasion militaire. Il instaura d'abord une république sous sa propre présidence avant de se proclamer roi Zog en 1928. Il choisit l'exil au moment de l'invasion italienne en 1939. L'Albanie avait failli faire partie du nouvel État sud-slave créé en 1918 qui unissait les régions méridionales de l'ex-empire Austro-Hongrois à la Serbie et au

-
12. Voir David Close, "Conservatism, authoritarianism and fascism in Greece, 1915-45" in Martin Blinkhorn (ed.) *Fascist and Conservatives. The Radical Right in twentieth-century Europe.*, London, 1990, 200-217 et John L. Hondros, "Greece and the German occupation" in David Close (ed.) *The Greek Civil War, 1943-1950. Studies of Polarization*, London, 1993, pp. 32-57.
 13. Voir surtout Mark Mazower's *Inside Hitler's Greece. The experience of occupation, 1941-44*, New Haven, 1993. En plus du volume édité précité par Close, voir Giorgio Vaccarino, *La Grecia tra resistenza e guerra civile, 1940-1949*, Milan, 1988. Pour la postérité de la guerre civile en Grèce, voir l'excellent article de Mazower, "The Cold War and the Appropriation of Memory : Greece after the liberation" in *East European Politics and Societies*, vol. 9 n° 2, printemps 1995.
 14. Consulter, sur le thème de la création d'une identité nationale albanaise après 1945, Marco Cuaz, "Il tema dell'identità nazionale nella storiografia albanese" *Passato e Presente*, 1996, n° 39, pp. 87-103.

Monténégro sous l'appellation Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les frontières du nouveau pays ne furent jamais entérinées par tous ses voisins, en particulier dans le contentieux qui opposa le nouveau royaume à l'Italie. Plus grave furent les dissensions internes et en particulier le fort mouvement autonomiste croate¹⁵. Le roi Alexandre I instaura une dictature centralisée en 1929 et par l'occasion rebaptisa son pays "Yougoslavie." Après son assassinat à Marseille en 1934, son fils Pierre II prit sa succession sous la régence du prince Paul. Le renversement de ce régime deux jours après son adhésion à l'Axe provoqua l'invasion par les troupes allemandes, italiennes, hongroises et bulgares. Le roi Pierre II choisit l'exil à Londres. Tout au long des années de l'entre-deux guerres, la question nationale demeura une source de division et l'État national n'a pu acquérir une large légitimité populaire.

L'Italie apparaît dans ce contexte comme un îlot de stabilité dans la région. Le régime fasciste de Mussolini se maintint au pouvoir pendant plus de vingt ans, de 1922 à 1943. Une discussion du caractère totalitaire du régime et de sa légitimité populaire n'est pas à sa place ici. On peut se borner à mentionner que toutes les analyses concordent à dire que c'est l'aventurisme militaire inconsidéré du régime qui provoqua sa chute¹⁶. Une nouvelle légitimité émergea sous l'occupation, dans les régimes mis en place par les alliées dans le Sud et par l'addition de résistance et d'antifascisme contre l'envahisseur allemand dans le Nord.

Vu de cette perspective, le manque d'enracinement d'une tradition de démocratie parlementaire semble en effet la première caractéristique des pays européens riverains de la Méditerranée, à l'exception de la France. James Kurth a même pu écrire que ce genre de régimes autoritaires et corporatistes fut en quelque sorte le régime "naturel" pour les sociétés de la région, qui, même s'ils avaient connus auparavant un système parlementaire, n'avaient jamais établi de véritable tradition démocratique¹⁷. Les sociétés méditerranéennes, caractérisées par un développement économique retardé, sont restées tout au long de la première moitié du vingtième siècle des sociétés à dominance rurale¹⁸. Le

15. Voir Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia: Origins, History, Politics*, Ithaca, N.Y., 1984.

16. Voir, par exemple, l'ouvrage récent : Angelo Del Boca, Massimo Legnani et Mario G. Rossi (eds.), *Il regime fascista. Storia et storiografia*, Roma/Bari, 1995. Dans ce volume, sur la légitimité populaire du régime, voir surtout la contribution de G. Turi. Voir aussi la mise à jour récente des travaux de Emilio Gentile, *La via italiana al totalitarismo. Il partito et lo Stato nel regime fascista*, Firenze, 1995.

17. Kurth, "A Tale of Four Countries".

18. Voir Giovanni Arrighi, *Semiperipheral Development: The Politics of Southern Europe in the Twentieth Century*, Sage, 1985.

clientélisme au niveau local et un manque de réelle opposition au niveau national en ont été l'expression politique¹⁹. L'opposition politique, en conséquence, y a le plus souvent pris des formes extra- et antiparlementaires et ce n'est pas un hasard si c'est précisément dans les pays méditerranéens d'Europe qu'on trouve les plus importants mouvements anarchistes et les formes les plus radicales de rébellion, de ce que, par exemple, Eric Hobsbawm a pu décrire comme les mouvements de "bandits sociaux"²⁰. De plus, l'Italie et la région du Sud-Balkans ont une longue histoire d'occupations et de dominations étrangères. Cette expérience y a engendré une méfiance spontanée envers toute structure officielle, des réflexes invétérés d'insubordination face à toute autorité extérieure.

Même si la Troisième République française constitue la grande exception pendant l'entre-deux guerres dans une région méditerranéenne sous l'emprise de l'autoritarisme, sa situation n'est pas entièrement incomparable à celle de ses voisins méridionaux. La crise du régime parlementaire atteint en France à la fin des années trente un degré nettement supérieur aux crises plus transitoires que connurent les pays de l'Europe occidentale situés au nord de la France. Pierre Laborie décrit la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale en France comme une profonde "crise d'identité nationale", un processus de délégitimation croissante du régime politique antérieur à la débâcle militaire de juin 1940 et indépendant de celle-ci²¹. Même pour la Résistance, le rejet de la politique d'avant guerre fut tel qu'un simple retour à la situation antérieure à l'invasion ne fut jamais envisagé comme alternative à Vichy²². La Libération devait donner lieu à un nouveau régime politique, voire, dans les termes du programme commun de la Résistance, économique et social. La loyauté aux institutions de la Troisième République en tant que tel ne fut pas une motivation majeure de la résistance, même si une loyauté continue à un esprit républicain plus abstrait le fut certainement.

La Deuxième Guerre mondiale porte en elle, en Europe méditerranéenne, la disparition des régimes politiques qui existaient à sa

-
19. Résumé par Kurth comme "Caciquismo" et "Trasformismo", *ibid.*, pp. 34-39.
 20. Voir Eric Hobsbawm, *Primitive Rebels: Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th centuries*, N.Y., 1965.
 21. Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, 1990. En dépit du titre, plus de la moitié du livre traite de la période qui précède juin 1940. Laborie situe le désarroi et la désorientation de l'opinion publique française en effet dans l'entre-deux guerres, désarroi qui n'a été qu'exacerbé par la défaite.
 22. Tony Judt, *Resistance and Revolution*, écrit à ce sujet : "It followed that resistance in France could not appeal in the name of what had been destroyed, but only by promising something new. In effect, and in contrast to the resistance in the rest of north-west Europe, resistance in France was necessarily revolutionary."

veille. Leur légitimité était trop fragile pour qu'ils puissent résister et endurer une occupation. Même les gouvernements et souverains d'avant-guerre partis en exil – et nul, à commencer par lui-même, ne songera à qualifier le sous-secrétaire d'État à la Défense Nationale Charles de Gaulle comme la continuation directe du gouvernement dont il faisait partie – comme le roi yougoslave Pierre II à Londres et le roi albanais Zog en Égypte, ne rentrèrent jamais au pays. Leur légitimité n'avait pas été assez forte pour qu'on estime que leur autorité ait simplement été suspendue du fait de l'occupation, comme ce fut le cas, par exemple, aux Pays-Bas. Les institutions mises en place après la défaite militaire ont pu acquérir, dans les premières années de la guerre, une légitimité populaire très différente, mais même le régime de Vichy de Philippe Pétain et le régime Oustachi de Ante Pavelic ont entièrement perdu toute légitimité populaire dans la deuxième moitié de la guerre. Les autorités d'occupation allemandes en Serbie et en Grèce et la République de Salo n'en ont jamais connue, même à l'époque de leur création. L'absence totale de légitimité politique caractérise donc les pays d'Europe méditerranéenne. C'est une donnée cruciale pour comprendre le caractère radical, révolutionnaire et violent de la résistance dans la région.

Le travail comparatif de Jacques Sémelin fait ressortir la spécificité méditerranéenne. Sémelin a étudié à l'échelle européenne les manifestations de "résistance civile", notion qu'il préfère au terme "résistance non-violente" et qu'il définit comme "le processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non-armés, soit à travers la mobilisation de ses principales institutions, soit à travers la mobilisation de ses populations, ou bien grâce à l'action des deux à la fois"²³. Dans son analyse, Sémelin démontre l'importance de l'existence d'une "cohésion sociale" comme précondition au succès de stratégies de résistance civile. Cette "cohésion sociale" résulte à la fois du degré d'adhésion aux institutions nationales et du degré, plus subjectif, d'identification à une société civile. Il n'est donc pas étonnant que la quasi-totalité des exemples analysés par Sémelin proviennent de la moitié nord du continent. En effet, la délégitimation des principales institutions en Europe méditerranéenne, la désintégration ou l'absence de cohésion sociale, n'ont pas permis une telle mobilisation. Inévitablement, ces sociétés ont donc plus été enclin à l'action violente, armée et radicale.

On pourrait objecter à cette interprétation que, justement, le but de la résistance en Europe méditerranéenne et du Conseil national de la Résistance en France en particulier, a été de créer une nouvelle légitimité politique et que, comme Jan Gross a écrit pour la Pologne, "le mouvement

23. Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe, 1939-1943*, Paris, Payot, 1989.

clandestin a en premier lieu agi comme un État polonais et seulement secondairement comme une conspiration anti-allemande. Toute sa structure était avant tout conçue pour offrir un cadre institutionnel à la vie collective polonaise”²⁴. En incorporant partis politiques et syndicats, le CNR cherchait en effet à constituer une véritable alternative politique à Vichy, un réel contre-État. Cette entreprise de reconstruction d’une légitimité politique était en France une priorité plus importante que la lutte contre l’occupant. Néanmoins, cet effort demeurait révolutionnaire dans le sens où il visait la création d’un nouveau régime, plutôt que de préparer le rétablissement du gouvernement d’avant-guerre comme le faisait, par exemple, son pendant néerlandais, la Grande Commission Consultative de la Clandestinité. En tant que anti-Vichy, son premier effet fut inévitablement une division de la société civile, avant de pouvoir rallier la société française dans une nouvelle cohésion, derrière une nouvelle légitimité.

En Europe du Nord la Deuxième Guerre mondiale apparaît comme un intermezzo dans l’histoire politique et sociale des pays, comme une occupation qui a brutalement suspendu le fonctionnement des institutions nationales, mais sans les détruire. A la fin de la guerre on assiste à un retour à la normale et à une reprise de la vie politique et sociale dans les cadres institutionnels d’avant-guerre. En Europe du Sud son impact fut tout autre. La Deuxième Guerre mondiale y apparaît en effet comme l’acte final d’une guerre de trente ans, pas celle vue par le général de Gaulle comme une confrontation séculaire entre l’Allemagne et la France, mais celle décrite par Claudio Pavone, c’est à dire, une guerre civile entre systèmes politiques et idéologies commencée en 1914 et qui ne trouve son aboutissement qu’en 1945²⁵. La spécificité méditerranéenne est alors, avant tout, une spécificité liée aux cultures politiques de ces pays, plutôt qu’un accident de la géographie²⁶.

24. *Polish Society under German Occupation. The Generalgouvernement, 1939-1944*, Princeton, 1979.

25. Voir à ce sujet la contribution polémique de C. Pavone “La guerra dei trent’anni. 1914-1945” in Bruna Micheletti et Pier Paolo Poggio (eds.), *L’Italia in guerra 1940-1943*, Brescia, 1992 et bien sûr *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Torino, 1991. Sur la notion de guerre civile dans le contexte de la résistance, consulter Gabriele Ranzato, “Alcune considerazioni su Resistenza e guerra civile” *XX secolo*, 1991, n° 2-3, pp. 315-338.

26. On ne saurait certainement limiter la résistance à un phénomène politique, comme le rappelle avec force Roger Absalom. Voir “Hiding History : The Allies, the Resistance and the Others in occupied Italy, 1943-1945” *The Historical Journal*, 38, I (1995), pp. 111-131 ; “Per una storia di sopravvivenze. Contadini italiani e prigionieri britannici evasi”, *Italia Contemporanea*, XXXII (1980), n° 140, pp. 105-122 et sa contribution à ce colloque. Or, même pour une résistance humanitaire, d’aide à des personnes recherchées par l’occupant, le contexte politique n’est pas indifférent : on comparera à

Or, même si on peut dégager une spécificité dans l'expérience des Européens du Sud, tracer une ligne de partage nette semble impossible. Par sa double appartenance à une Europe du Sud et à une Europe du Nord, la France symbolise bien l'ambiguïté de ce partage. Dans l'histoire de France, la Deuxième Guerre mondiale n'occupe ni la place d'un bouleversement total et de matrice d'un nouvel ordre politique et social, ni celle d'un simple intermezzo. Jusqu'où s'étend l'Europe méridionale ? Partage-t-elle la France en deux, selon des critères géographiques, ou s'étend-elle plus au Nord, selon des critères culturels ? Pour ces observateurs contemporains qui percevaient une unité méridionale à la fin de la guerre, l'Europe méridionale ne s'arrêtait ni à Lyon, ni à Lille, mais à Anvers. Pour Churchill et pour les Américains, la Belgique, avec sa monarchie à tentation autoritaire, ses mouvements fascistes catholiques et latins et sa résistance révolutionnaire, faisait partie de ces pays qui risquaient de sombrer dans la guerre civile²⁷. Les mouvements de résistance aux Pays-Bas étaient du même avis en se démarquant systématiquement de la résistance révolutionnaire "en Belgique et en Grèce"²⁸. Cette Europe méridionale menaçante et instable commence en définitive au sud de chaque observateur. L'unité d'une Europe du Sud est inévitablement une convergence de perceptions d'un Sud imaginaire, à l'échelle de chaque pays et à l'échelle de l'Europe.

ce titre, par exemple, le légalisme qui caractérisa l'aide aux réfractaires au travail en Allemagne par des paysans aux Pays-Bas décrit par Coen Hilbrink dans *De Illegalen. Illegaliteit in Twente en het aangrenzende Salland, 1940-1945*. Oldenzaal, 1989, à l'aide aux prisonniers de guerre alliés réfugiés en Italie décrit par Absalom.

27. Pour cette perception, voir Pieter Lagrou, "US politics of Stabilization in Liberated Europe. The view from the American Embassy in Brussels, 1944-6" *European History Quarterly*, vol. 25, 1995, pp. 209-246.
28. Voir les exemples abondants dans Pieter Lagrou, "Patriotten en Regenten. Het parochiale patriotisme van de naoorlogse Nederlandse illegaliteit, 1945-1980." *Oorlogsdocumentatie '40-'45. Zesde jaarboek van het Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie*. Amsterdam, 1995, pp. 10-47.

***Résistance, sauvetage
et entraide***

PRÉSENTATION

Résistance, sauvetage et entraide

L'historiographie de la Résistance est sortie depuis plus de vingt ans d'une compréhension étroite du phénomène "Résistance". La fin des années 1970 et la décennie suivante ont pris en compte des milieux et des formes jusque-là assez négligés. Les milieux chrétiens résistants, les femmes, les réseaux d'entraide juifs ont suscité tour à tour l'intérêt. La participation spécifique de chacun de ces milieux a finalement conduit à faire émerger une résistance, d'abord désignée comme "humanitaire" puis, plutôt, comme "de sauvetage". Ce premier élargissement, disons "sociétal", a été prolongé brillamment par l'essai de Jacques Sémelin et la conception de la "résistance civile" qu'il proposait¹. Les limites de la "résistance" sont repoussées jusqu'à la zone des ambiguïtés, et même jusqu'à la "zone grise" que Claudio Pavone étudie pour l'Italie un peu plus loin. Résistance ? résistance sans majuscule ? réactions "naturelles", voire inertie opposées aux contraintes d'une conjoncture exceptionnelle ? Conduites de survie et même illégalisme, traditionnel ou pas, jusqu'où peut-on repousser les limites de la Résistance ?

La question est posée par l'histoire récente de la Résistance. Elle est reprise ici sous l'angle de l'entraide et du sauvetage. Celui des Juifs est au coeur de l'interrogation tant l'ambiguïté des comportements peut-être grande. L'Aveyron très catholique d'Henry Moizet le montre, mais aussi une Italie un peu trop facilement considérée de ce côté-ci des Alpes comme en quelque sorte toute philosémite. Liliana Picciotto-Fargion aborde cette

1. J. Sémelin, *Sans armes face à Hitler*, Paris, Payot, 1989 (rééd. en édition de poche 1998). Pour un aperçu sur l'historiographie de la Résistance, voir J.-M. Guillon, "La Résistance, 50 ans et 2 000 titres après" in J.-M. Guillon et P. Laborie, *Mémoire et Histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, pp. 27-43.

question sur laquelle joue sans doute l'effet-mémoire des années quatre-vingt. Avec les organisations juives d'assistance que Renée Dray-Bensouan étudie, il s'agit surtout de double-jeu, mais, vis-à-vis de Vichy, rien n'est clair d'emblée. Dans ce milieu-là aussi, pèsent aussi les ancrages d'avant-guerre, le contexte mouvant de la période, la fluidité des attitudes et les stratégies de contournement. Le cas de l'UGIF n'est pas si simple. On le savait et Renée Poznanski remet en question la grille de lecture uniment politique de comportements qui pouvaient répondre à d'autres logiques. La question dépasse le sauvetage des Juifs. Y aurait-il une résistance "sociale" ? C'est bien la question que pose Geneviève Dermenjian en s'appuyant sur le Mouvement populaire des familles, mouvement non politique, légal, à identité catholique et ouvrière, à partir du cas marseillais. Et la question de s'élargir avec Roger Absalom et cet exemple d'une "assistance de masse" qu'il découvre chez ces paysans italiens, habitués à courber l'échine, éléments de base de la "zone grise", et pourtant insérés dans le processus "Résistance" par le détour de l'intérêt bien compris, de la solidarité élémentaire entre pauvres et de la fascination pour un autre monde en quelque sorte tombé du ciel. N'y aurait-il pas des comparaisons à faire avec les paysans des refuges montagnards de France, pris à leur tour dans un mouvement dont ils étaient au départ très éloignés ?

Ce mouvement qui accompagne la résistance partout, c'est bien celui de la politisation des comportements et de leur "nationalisation". Il est vain de vouloir à toute force attribuer aux femmes une place que culturellement les sociétés et leur division sexuée des tâches ne pouvaient leur donner². Oui, la Résistance, même organisée, même "progressiste", leur attribue des rôles qui correspondent à leur fonctions traditionnelles. On retrouve en Italie avec Anna Bravo une autre forme d'assistance - ou plutôt de maternage - de masse vis-à-vis des soldats en débandade lors de la capitulation italienne. Au sein de l'organisation communiste clandestine grecque, Tassoula Vervenioti montre que, s'il y a bien rupture par rapport à la tradition par le fait même de la participation active des femmes, le poids de la coutume est tel que c'est l'organisation elle-même qui prend en charge ce que l'honneur de la famille commande. La participation des Languedociennes à la Résistance, étudiée par Hélène Chaubin, renvoie au même schéma. Pourtant, dans tous les cas, il y a bien un moment de rupture avec ce qui le caractérise, la sortie de la sphère privée, sous des formes diverses et parfois "archaïques" (l'émotion frumentaire) et la participation acquise ou conquise, au moins provisoirement, à la sphère publique. Le

2. Voir à ce sujet le n° 1/1995 de la revue *Clio*, "Résistances et libérations. France 1940-1945".

processus est le même pour tous les marginalisés, paysans ou autres, femmes et hommes, immigrés ou autochtones. C'est l'une des facettes de cette Résistance que décidément l'on ne peut pas analyser autrement que dans son mouvement même, un mouvement qui saisit pan après pan, régions après régions, selon des modalités diverses l'ensemble du corps social.

I^{ère} Partie

Résistances au féminin

Résistance civile, résistance des femmes en Italie 1943-1945

Anna BRAVO
(traduction Jean-Marie Guillon)

Cette étude entend montrer l'intérêt d'une analyse des comportements féminins pour un débat sur les notions de résistance et de résistance civile. Je me référerai avant tout à des exemples de lutte qui me semblent particulièrement significatifs. Ils permettront d'avancer des propositions sur le caractère prégnant des réseaux de relation dans la résistance civile en Italie et sur la place centrale des femmes en leur sein. Je les ferai suivre de quelques réflexions sur les pratiques, soit féminines, soit masculines, susceptibles de rompre la dichotomie classique en m'appuyant sur celles qui, soit armées, soit non armées, ont servi de base pour "labelliser" des activités comme "résistantes". Je chercherai enfin à tirer des conclusions sur l'utilité et les limites du concept de résistance civile pour comprendre la résistance des femmes.

Cette contribution prend appui sur une recherche menée à Turin et dans le Piémont sur les femmes et la guerre et sur les comparaisons qui en ont résulté par rapport à d'autres travaux de ce type. Les sources sur lesquelles je m'appuie directement sont constituées avant tout par les témoignages oraux de protagonistes (femmes et hommes), ainsi que par des documents personnels - lettres, journaux intimes, autobiographies -, la presse clandestine et les diverses archives qui concernent la vie politique, la vie quotidienne et les itinéraires particuliers.

Quelques exemples de comportements

Dans les recherches sur les femmes dans la guerre, on est amené à rencontrer de très fréquents comportements d'opposition qui sont restés hors de la catégorie "résistance" au sens habituel de l'expression. Ils se rapprochent par contre du concept de résistance civile proposé par Jacques

Sémelin pour caractériser les initiatives non armées de la population ou des institutions ¹. Il s'agit, même en Italie, d'un ensemble complexe de pratiques qui concernent des sujets très hétérogènes, qui impliquent des niveaux variés d'engagement et de prise de risques et qui répondent à des objectifs divers, mais fréquemment entremêlés. Il s'agit du soutien aux nombreuses formes que la lutte avec armes prend dans toute l'Europe, des efforts pour faire directement barrage à l'ordre "nazifasciste" par des grèves, des sabotages dans les divers circuits qu'il contrôle, des actes qui visent à isoler moralement l'ennemi ou encore des manifestations antifascistes. Il s'agit enfin de la volonté de protéger les individus recherchés et les persécutés et de conquérir des ressources vitales minimales pour assurer la survie présente et l'avenir.

En Italie, les quelques recherches entreprises sur ce sujet sont dues à des témoins et à des groupes d'inspiration non violente plus qu'aux historiens. Parmi ces derniers, ce sont surtout des chercheurs de tendance catholique qui s'y sont intéressés, mais ils ont plutôt concentré leur attention sur leur domaine. Le résultat est que la résistance civile risque d'apparaître comme le monopole de l'Eglise, des religieux ou des religieuses, sinon comme l'expression exclusive de la foi chrétienne. Dans les ouvrages généraux, ces pratiques affleurent rarement ou à la dérobée : elles sont désignées sous l'étiquette fallacieuse de résistance passive, ou bien elles sont considérées comme automatiquement incluses dans les luttes ouvrières ou paysannes, à moins que, finalement, elles n'apparaissent - ce qui est fréquemment le cas - de façon éparse dans une sous-catégorie comprenant les actes de résistance économique, l'hébergement, l'assistance, alors qu'elles représentent de toute évidence quelque chose de plus que la somme de toutes ces rubriques.

Il est de fait que des mots lourds de sens comme solidarité ou assistance humanitaire ne me paraissent pas adéquats parce qu'ils mettent davantage l'accent sur l'aide offerte aux autres acteurs que sur l'antagonisme direct entre les individus, les groupes, les milieux sociaux et leurs ennemis, le régime fasciste de Salò et les occupants.

Le concept de résistance civile a ouvert la possibilité d'une nouvelle compréhension dans laquelle le ou les protagonistes n'apparaissent plus comme un complément estimable à la lutte menée par les partisans ou les militants, mais comme les acteurs reconnus d'un combat spécifique. Cet engagement relève à l'évidence d'une décision souvent très faiblement étayée sur le plan politique, d'un processus non exempt de contradictions et de discontinuités, mais on peut faire le même constat y compris pour le

1. J. Sémelin, *Sans armes face à Hitler*, Paris, Payot, 1989.

choix partisan². Dans le cas de la résistance sans armes, des composantes comme la compassion envers ceux qui sont en danger ou qui se trouvent dans le besoin, ainsi que la volonté de protéger la vie ou les ressources les plus élémentaires se détachent avec encore plus de force.

De l'action des femmes, souvent décisive dans toute l'Europe occupée, je me contenterai de fournir quelques exemples. Le plus évident, spécifiquement italien, est lié à l'armistice du 8 septembre 1943 avec les Anglo-américains. Elle renverse les alliances et accélère une crise sociale et institutionnelle d'une ampleur considérable. A peine la nouvelle est-elle diffusée que l'armée s'effondre. Tandis que les Allemands complètent rapidement l'occupation des 4/5^e du territoire, des dizaines de milliers de soldats italiens se débandent partout et des milliers de prisonniers alliés s'évadent des camps de concentration italiens. Pour les uns comme pour les autres, une capture équivaldrait à la déportation. Or un vaste mouvement populaire se déclenche alors, de façon totalement autonome, hors de toutes structures et directives politiques, afin de cacher les déserteurs, de les habiller en civil, de les diriger sur le chemin de leur foyer. Nombre de prisonniers seront hébergés pendant toute la durée de la guerre³. On soustrait de la même façon beaucoup de recrues au moment de la constitution de l'armée républicaine de Salò et beaucoup de requis pour le travail dans les usines allemandes. On préserve, ce faisant, la "matière première" de la lutte armée future et l'on protège de nombreuses vies.

C'est la plus grande opération de camouflage et de sauvetage de toute l'histoire italienne. Elle est menée en grande partie par des femmes pour ainsi dire ordinaires qui agissent par solidarité, charité, sentiment maternel, lassitude de la guerre, mais surtout parce que, plus ou moins consciemment, elles se sont déterminées à fouler aux pieds la légalité fasciste et à mettre en place une nouvelle légitimité, même si elle n'est encore qu'embryonnaire et souterraine. Sans ces circonstances, ces sentiments n'auraient pu émerger.

C'est surtout dans la protection des persécutés et dans les manifestations de protestation publiques que les femmes ont joué un rôle de premier plan, et ceci aussi bien en ce qui concerne leur conception que leur exécution. Dans le centre de l'Italie, quand les commandements allemands

2. C. Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1991.

3. R. Absalom, *A strange alliance. Aspects of escape and survival in Italy 1943-1945*, Florence, 1991 ou la synthèse donné à *The Historical journal* 38, 1, 1995, Cambridge University Press, "Hiding History : the Allies, the Resistance and the others in occupied Italy 1943-1945". Voir la communication de cet auteur dans le présent volume.

ont décrété l'évacuation forcée de villes entières, ce sont les femmes qui l'ont empêchée en mettant en évidence la vanité du projet nazi de garantir une voie de retraite à travers les *no man's land*. Ce sont presque toujours des femmes, même si elles n'étaient pas seules, qui prirent d'assaut les dépôts de vivres, qui organisèrent les cérémonies funèbres pour les partisans et autres victimes tués par les Allemands et qui s'efforcèrent d'empêcher les déportations ⁴.

Il est donc plutôt absurde de parler de l'action des femmes en termes de participation à la résistance, c'est-à-dire comme une action accessoire, non fondatrice, qui serait pratiquement le prolongement naturel d'un rôle d'assistance et de soutien. Le fait qu'une bonne partie de l'historiographie italienne suive encore cette voie est la marque d'une attention toujours insuffisante à l'égard de l'histoire des femmes.

Réseaux de relations et place déterminante des femmes

A en juger par les recherches en cours, la résistance civile en Italie est plus discontinue, moins structurée, moins "politique" que dans la plupart des pays démocratiques occidentaux. Pour l'expliquer, les raisons spécifiques abondent : le 8 septembre, le pays sort de vingt ans d'un régime qui a broyé l'opposition et qui a entraîné la fascisation des structures sociales et la mise en condition des masses, les sentiments civiques, déjà historiquement faibles, se sont étioyés. Les ressources sociales sont désormais réduites à peu de choses, les partis et les nouvelles organisations de masse manquent d'enracinement, de cadres, de moyens, d'information sur les orientations populaires. Mais cela n'explique pas tout : en France, au Danemark, en Belgique, au Pays-Bas, où l'occupation est précoce, il y a eu une première phase d'autodéfense et de raffermissement pendant laquelle résister a signifié essentiellement ne pas collaborer, se protéger soi-même et protéger les plus vulnérables, concevoir les moyens d'action et les réseaux organisés. Cette mise en place se fait dans une perspective longue, qui prend même en compte la perspective réelle d'une victoire allemande. Individus, groupes sociaux, forces politiques font comme une sorte d'apprentissage de la résistance civile : ils se mesurent avec une répression qui, avant d'arriver à la phase des exécutions et des déportations, passe par divers échelons de gravité, ils expérimentent des formes conspiratives et des techniques de lutte. La lutte armée n'arrive que dans un second temps et s'appuie sur cette expérience politique et tactique ⁵.

4. Voir Anna-Maria Bruzzone et Rachele Farina (dir.), *La Resistenza taciuta. Dodici vite di partigiani piemontesi*, Milan, La Pietra, 1976, Bianca Guidetti Serra, *Compagne*, Turin, Einaudi, 1977, Alloisio-Beltrami, 1981.

5. J. Sémelin, *op. cit.*

En Italie, à l'automne 1943, tout se produit de manière accélérée. D'un côté, la lutte résistante paraît plus simple, tant il est alors clair que le Troisième Reich va vers sa défaite et que le pays est en train d'en payer un prix insupportable. Mais l'expérience est probablement plus traumatisante : l'allié se transforme subitement en ennemi, l'occupation surprend une société épuisée et sans points de référence, tandis que la répression culmine aussitôt dans la férocité. Cet ensemble de facteurs explique le passage rapide à la lutte armée. Elle est perçue comme l'expression la plus valorisante de l'engagement antifasciste et, en même temps, comme une nécessité, tout autant que comme l'opportunité de participer de toute urgence à un moment de guerre que l'on présume relativement bref. C'est sur ce plan que les partis de gauche, tout imprégnés encore par une conception insurrectionnelle, engagent l'essentiel de leur énergie.

Quand elles sont sollicitées et encouragées par la propagande, les luttes "non organiques" sont considérées comme une forme mineure de l'antifascisme, une composante utile mais secondaire, d'une certaine manière quelque peu suspecte, puisque le souvenir des mobilisations réactionnaires des masses italiennes pèse de tout son poids. Du reste, c'est un signe de la fragilité même des forces politiques et de leur difficulté à préciser leur place dans la résistance civile, surtout durant les premiers mois de l'occupation.

On comprend donc pourquoi beaucoup d'initiatives naissent par d'autres voies, non d'une spontanéité mythique, mais à partir des formes variées de la délibération, fondées sur les liens familiaux, de parentèle, de communauté, soit précisément les circuits dans lesquels les femmes sont traditionnellement plus présentes et plus à leur aise. Il s'agit de femmes qui ont su se débrouiller durant les trois ans de guerre et qui en ont retiré expérience et considération sociale. Comme mères, elles ont un solide pouvoir sur la famille et exercent une influence et un contrôle particulièrement forts sur leurs fils. Un célèbre commandant milanais raconte que des jeunes "gappistes" par ailleurs très audacieux, faisaient attention à ne pas rentrer chez eux trop tard le soir pour ne pas inquiéter leur mère⁶.

En soulignant cet aspect informel, je ne veux absolument pas brandir l'idée d'un peuple spontanément et unanimement engagé contre le nazisme et de femmes qui auraient tenu lieu d'avant-garde. Ce serait une énième version du mythe national du "bon Italien" et une réédition des premières exaltations résistancialistes. La "zone grise" de l'indifférence et

6. Giovanni Pesce, *Quando cessarono gli spari - 23 aprile - 6 maggio 45. La liberazione di Milano*, Milano, Feltrinelli, 1977. Rappelons que les "gappistes" sont les membres des groupes de combat urbain - GAP : gruppo d'azione patriottica - mis en place par les communistes.

de la passivité est vaste et l'opposition sans armes d'une minorité ne peut être mise en avant pour la contrebalancer. Encore moins s'agit-il de fondre les deux phénomènes en un unique scénario, comme on le propose soit pour se servir de la résistance civile afin de valoriser en bloc les attitudes populaires ⁷, soit, à l'opposé, pour la maintenir à part et la subordonner à la résistance en armes ⁸.

Au contraire, cet intérêt renouvelé pour les femmes qui est en train de s'exercer sur des objets précis, circonscrits et très peu étudiés, comme, par exemple, certains secteurs de l'administration publique ⁹, me paraît positif. C'est ainsi, qu'en suivant cette voie, on a pu reconstituer le maillage résistant des employés communaux romains, qui aussitôt après l'occupation, se sont organisés pour fournir des faux papiers aux personnes recherchées et, pour identifier, en dépit de l'interdiction allemande, les corps des tués de façon à ce que les familles puissent les reconnaître à l'issue de la guerre. Cet exemple confirme de façon évidente que l'antagonisme entre les nazifascistes et les couches de la population porte sur les problèmes fondamentaux de la vie collective, qu'il s'agisse des critères de l'innocence et de la culpabilité ou bien des limites que la guerre ne doit pas franchir. Il fournit aussi une intéressante correction au stéréotype du bureaucrate obséquieux et passif qui, en Italie, pointe systématiquement.

Dichotomie et comportements

Inspirés de l'idéologie du citoyen en armes et d'une conception du lien politique en tant que forme suprême de l'organisation collective, les critères qui ont servi à l'attribution de la qualification résistante ont exclu presque toujours les protagonistes de l'action sans armes. La figure du partisan et de l'opposant en résulte, spécialisée et restreinte, celle du résistant sans armes semble évanescence ou ne remplir qu'une fonction ancillaire.

Cinquante ans se sont écoulés et ce sont cinquante ans de transformations radicales. Je crois qu'entre les concepts de résistance civile et de résistance *tout court* ¹⁰, entre les critères et les référents sociaux qui sont à la base de l'un et de l'autre, devrait se nouer (il s'est déjà ouvert, au moins de façon partielle) quelque chose de comparable à un dialogue. Avec cette proposition, je n'entends pas un compromis, mais une reconnaissance réciproque fondée sur la conscience de leur caractère partiel.

7. Buttiglione, 1991.

8. Ballone, 1997.

9. Lunadei, 1996.

10. En français dans le texte.